

# Réponse à Temps critiques

## Malentendus et désaccords

Chers amis,

**Je vous remercie de vos critiques. Il m'est impossible de traiter en détail tous les points que vous abordez, aussi n'en choisirai-je que quelques-uns.**

«Pourquoi s'intéresser à des groupes comme Alternative libertaire par exemple ou Lutte ouvrière ?» écrivez-vous pour ensuite critiquer l'«utilisation d'un vocabulaire qui ne rompt pas avec celui de ces groupes» et une «contre-dépendance» par rapport à eux ; marquer votre désaccord avec l'étiquette de «révolutionnaire» que ce texte leur attribuerait avec une trop grande «facilité» ; dénoncer une «méconnaissance de l'extrême gauche française qui, pour la plus grande part, ne fait jamais référence à la Résistance» ; et me demander de me situer par rapport à «la conception du révolutionnaire "professionnel", militant séparé de la classe ou des autres individus».

### «Rompre» ?

Tout individu a un passé politique, passé qu'il a plus ou moins bien digéré, y compris au niveau du vocabulaire, ou avec lequel il a (ou croit avoir) radicalement «rompu» – ce qui n'est pas mon cas, du moins si vous entendez par là «jeter le bébé avec l'eau du bain».

Il me semble cependant un peu vain de reprocher à son interlocuteur de n'avoir pas le même passé que vous, ou de ne pas en avoir tiré les mêmes leçons. Derrière cette idée de la «rupture» définitive, je sens poindre l'illusion de détenir la Vérité, qui serait préservée, elle, de toute d'une «contre-dépendance», réelle ou supposée.

Si j'en crois vos écrits, vous avez un passé politique (et sans doute plusieurs, puisque vous êtes un collectif) dont on décèle les traces dans vos textes. Vous avez, comme la plupart des individus ayant pas mal bourlingué, conservé une partie des idées de votre jeunesse, et une part du vocabulaire des groupes ou des penseurs qui vous ont influencés, en y ajoutant une dose d'idées nouvelles, ou qui contrastent fortement avec les précédentes.

Cela vous permet, par exemple, de considérer que certaines analyses marxistes des classes, de l'État, du capitalisme, de l'impérialisme et du rôle historique du prolétariat étaient valables jusqu'à une certaine époque et que maintenant elles ne le seraient plus. Mais vous n'avez pas poussé le désir de «rompre» jusqu'à appliquer ce type de critique aux écrits de Marx et à son époque. Vous avez choisi de vous arrêter à mi-chemin dans votre «révision critique» du marxisme en préservant une partie de votre héritage antérieur. De votre passé, vous ne faites qu'en partie table rase, vous aussi.

Comprenons-nous bien. Le choix de certains concepts ou de certaines explications idéologiques n'est pas neutre, bien sûr, mais, vu les différences de terminologie entre militants venant de différents courants, ayant des expériences politiques variées, dans des pays divers, n'est-il pas plus important de cerner quels sont les véritables désaccords politiques que de s'empailler sur des termes qui nous sont chers, pour de bonnes ou de mauvaises raisons ?

Si l'on veut qu'un débat soit fructueux, il faut admettre l'existence de traditions opposées qui expriment les mêmes idées avec des mots différents. Sinon, le débat se résume à un rapport de forces: «Parle et écris comme moi, sinon tu n'es pas des nôtres», ou «Tu n'as pas fait le même bilan que moi, donc tu es dans l'erreur», tels sont les messages subliminaux que l'on perçoit dans beaucoup d'échanges. Pas étonnant que l'on aboutisse le plus souvent à des monologues d'autosatisfaction.

C'est la raison pour laquelle la revue *Ni patrie ni frontières* a publié des textes souvent jugés «hétéroclites» ou d'«intérêt inégal» par ses critiques (1). L'objectif était de montrer, ou au moins de faire sentir (mais apparemment le message n'est pas bien passé auprès de *Temps critiques* ou d'autres camarades), des proximités politiques qui allaient au-delà d'un vocabulaire commun ou d'une appartenance partidariaire identique, proximités qui sont généralement les seules dignes d'intérêt aux yeux des militants.

Si l'on prend par exemple le numéro de *Ni patrie ni frontières* sur le sionisme et l'antisionisme, il est évident qu'il n'y a, à priori, rien de commun entre les trotskystes de l'AWL, groupe dogmatique et «droitier» sur de nombreuses questions, et des anarchistes américains appartenant à un Comité de soutien à la Palestine. Mais, si l'on prend la peine de lire, sans lunettes sectaires, «De Trotsky au trotskysme des imbéciles», d'un côté, et, de l'autre, «Quelques suggestions pour renforcer le mouvement de solidarité avec la Palestine», on s'apercevra que les deux textes convergent sur un certain nombre de points. Ce sont justement ce type de convergences qui sont les plus fécondes, car elles pointent vers de nouvelles façons d'envisager la théorie et l'action «révolutionnaires».

Il est exact que mon «vocabulaire», hérité d'un long passage dans des groupes trotskistes ou trotskisans dans les années 60 et 70, et sans doute aussi certaines idées défendues par les quelques personnes qui écrivent à titre individuel dans *Ni patrie ni frontières*, sont en partie inadéquates pour appréhender la réalité actuelle, voire qu'ils révèlent l'existence de «graves divergences politiques» avec votre revue.

Vous donnez de ces «graves divergences» deux exemples. Le premier relève du pinaillage: la différence que vous établissez entre «politiciens bourgeois» et «fonctionnaires du Capital» m'est bien connue depuis au moins trente ans – et c'est justement l'un des éléments qui m'ont à l'époque amené à «rompre» avec le trotskysme, courant pour lequel le capitalisme se réduit à la propriété privée des moyens de production. Vous employez ici un procédé polémique qui consiste à partir d'une différence de vocabulaire pour en induire une divergence fondamentale, afin de bien creuser le fossé avec votre interlocuteur, et de le sommer de se rallier à votre position. Le second exemple de divergence est plus convaincant: selon vous, il n'existerait plus d'impérialisme, ni français ni américain ni d'aucun «État-nation» car ceux-ci seraient en train de disparaître.

#### **Impérialisme ou fonctionnement en réseaux ?**

Je n'ai pas étudié suffisamment le sujet pour adopter les yeux fermés vos thèses – vous m'en excuserez. Mais je crois que vous posez de bonnes questions, que vous avez souvent le souci de vous dégager de la langue de bois et des pseudo-analyses répétitives de l'extrême gauche ou des libertaires, même si je ne suis pas convaincu par vos réponses.

Pour le moment, je fonctionne donc avec de vieux concepts et de vieilles analyses. Cette démarche me semble plus honnête que d'adopter vos positions sans les avoir assimilées. Là aussi, on trouve une situation classique dans les discussions politiques: dans un premier temps, on considère que son interlocuteur est naïf, ignorant ou incohérent (voire les trois à la fois !), puisqu'il ne partage pas vos positions ; puis, dans un second temps, on perd patience en le sommant d'adopter votre analyse. Total: aucun dialogue fructueux et à long terme, ouvrant la porte à une évolution des deux interlocuteurs, n'est possible.

J'avoue avoir du mal à comprendre ce que vous appelez le «fonctionnement en réseau» du Capital moderne. L'intervention américaine en Irak ou la chape de plomb que fait peser l'armée française sur toute une série de pays africains, pour ne citer que deux exemples assez frappants, ne me semblent pas cadrer avec un «fonctionnement en réseau» où les structures fondamentales des Etats nationaux seraient en perte de vitesse et l'impérialisme (ou les impérialismes) en voie de disparition. Mais je ne désespère pas d'arriver à bien saisir votre perception de la réalité actuelle du capital et de l'Etat et peut-être vous donner un jour mon point de vue à ce sujet.

En tout cas, au niveau des conséquences politiques, et d'un point de vue militant, ce qui me semble le plus important, il n'y a aucun lien automatique entre le fait d'utiliser encore le concept d'impérialisme (qui selon vous n'est plus opératoire) et l'anti-américanisme ou l'antilibéralisme à tendances chauvines. Et si vous me faites ce procès, vous vous trompez de cible.

#### **«Méconnaissance de l'extrême gauche» et Résistance**

Vous dites que les «*troskystes les plus conséquents*» (en fait uniquement Lutte ouvrière, donc ni le PT, ni la LCR ni les autres groupes trotskystes plus petits) seraient vaccinés contre le poison nationaliste de la Résistance. Pour LO, je n'en doute pas, quant aux autres, vous me permettrez d'en douter.

C'est bien mal connaître l'histoire du mouvement trotskyste français et international que de croire qu'il se serait livré à une solide critique de la Résistance, en tout cas sur les mêmes bases que celles des «internationalistes du troisième camp», pour reprendre le titre du trop bref opuscule de Pierre Lanneret sur le sujet.

Sans doute ignorez-vous que le PCI (qui rassembla après la Libération presque tous les trotskystes français à l'exception du minuscule groupe Barta, lointain ancêtre revendiqué par Lutte ouvrière) édita

une brochure après guerre pour expliquer que, s'il n'était pas le «parti des fusillés» comme le PCF, il avait lui aussi un passé de résistant ? Sans doute ignorez-vous que les errements chauvins de certains groupes furent passés sous silence et qu'aucun bilan n'en fut tiré pour faciliter l'unification de tous les courants de l'époque ? Sans doute ignorez-vous les débats très vifs au sein du mouvement trotskyste international pendant et au sortir de la Seconde Guerre mondiale, autour de la question nationale en Europe ? Sans doute avez-vous oublié la cour éhontée que fit la LCR à Charles Tillon, ministre de l'Air pendant les massacres de Sétif, lorsque ce stalinien mal repenté présida le Secours Rouge dans les années 70 ? Sans doute ignorez-vous que, encore il y a deux ans, lors d'une université d'été de la LCR, une affiche critique vis-à-vis de la Résistance rédigée par une de ses tendances, fut immédiatement arrachée ? Sans doute n'avez-vous pas pris connaissance du numéro de la revue *Dissidences*, publication animée par des historiens trotskystes ou trotskysants, sur les «trotskystes et la Seconde Guerre mondiale» ? Comme je leur écrivais :

«En ce qui concerne la position de la majorité des groupes trotskystes par rapport à la Résistance, il me semble que vos articles sont très complaisants et vos rares citations soigneusement choisies pour minimiser le problème. Depuis la Commune de Paris, on sait qu'il existe une tradition patriotique d'extrême gauche, cela n'a rien de vraiment nouveau, il suffit de lire Jules Vallès, par exemple. Je trouve dommage que vous n'évoquiez pas cette continuité, non pas pour la stigmatiser ou la condamner automatiquement (si vos rédacteurs partagent cette position, libre à eux), mais au moins pour montrer l'écart qui sépare les positions de principe du groupe Barta (ou de la gauche communiste italienne) de celles des autres groupes.

«Cet écart n'est pas simplement dû à des divergences secondaires, aux réflexes sectaires d'une dizaine de militants. Il traduit une profonde divergence politique que vous passez allégrement sous la table. Et cette divergence politique a des effets encore aujourd'hui, puisque les descendants supposés de Barta (LO) sont régulièrement accusés d'être des collabos déguisés, tout ça parce qu'ils se sont refusés (et se refusent) encore à voir la moindre potentialité révolutionnaire dans la Résistance.

«Et je n'ai aucune tendresse particulière pour les écrits de Barta qui voyait dans la progression militaire de l'Armée rouge une avancée pour la révolution socialiste mondiale («La stratégie communiste a pour tâche de coordonner la lutte de l'Armée rouge avec le développement de la lutte de classes dans les pays capitalistes» – 30 juin 1941 – «L'avance soviétique rapproche l'heure de la révolution socialiste en Europe» – 20 janvier 1943 – «Les victoires de l'Armée rouge seront la victoire du socialisme si les ouvriers des pays capitalistes d'Europe accomplissent la révolution prolétarienne» – 28 février 1943). On peut difficilement imaginer une position plus dangereuse pour les ouvriers d'Europe de l'Est – et de l'Ouest – que celle de Barta. D'autre part, en ce qui concerne la France, il est évident que si l'organisation de Barta avait eu quelques centaines de militants, ils auraient été obligés de se poser la question de la lutte armée, des alliances tactiques éventuelles avec les FTP. Et cela n'est jamais évoqué dans les textes de l'UC puis de LO sur la question.»

Aucun d'entre vous n'a sans doute jamais milité longtemps dans une organisation trotskyste, ni ne suit les débats internes ou publics entre ces tendances. Vous en êtes pardonné, à chacun sa croix !

Pourtant vous devriez au moins savoir que ces groupes (LO, la LCR et le PT) qui sont aujourd'hui dominants dans l'extrême gauche en France ont été complètement modelés par des gens qui ont connu la période de la Résistance et formé leurs successeurs à leur image: pour ne prendre que quelques noms, intéressez-vous à l'histoire de Robert Barcia dit Hardy (LO), à celle de Pierre Boussel dit Lambert (PT) ou à celle de Pierre Frank, aujourd'hui décédé (LCR), et vous constaterez que la référence à la Résistance est essentielle pour comprendre à la fois le fonctionnement de ces groupes, aujourd'hui, et leur politique, notamment par rapport à la question nationale, à l'Europe, etc.

Que la référence à la Résistance ne soit pas explicite dans leurs publications ne signifie pas qu'elle ne fasse pas partie du patrimoine politique de ces groupes et de leurs plus jeunes militants. Il est d'ailleurs à noter que dans plusieurs débats sur le soutien à la prétendue «Résistance» irakienne actuelle, il a été fait allusion à des comparaisons avec la Résistance française, y compris dans la presse trotskyste anglosaxonne – mais sans doute ne vous intéresse-t-elle pas.

Vous dites que le mouvement altermondialiste ne serait pas marqué par la Résistance et que seuls quelques maos des années 60 et 70 auraient colporté le mythe de la Résistance (les «mao spontex» de la Gauche prolétarienne et les «mao-staliniens» étaient quand même largement majoritaires à l'époque dans l'extrême gauche, vous l'avez oublié, et ils ont efficacement poursuivi leur décervelage chauvino-stalinien pendant une bonne quinzaine d'années ; d'ailleurs on retrouve une minorité d'entre eux... à la

CNT-Vignoles).

Lorsqu'on voit le nombre d'anciens maos et d'anciens staliniens qui militent à ATTAC et dans toutes les associations liées aux luttes dans le «tiers monde» et y occupent des postes de petits cadres, on se demande bien d'où a pu vous venir cette idée baroque.

La nature a horreur du vide et, s'il y a bien une référence politique qui fasse la quasi-unanimité à gauche et à l'extrême gauche, c'est bien celle de la Résistance [Comme en témoignent depuis quelque temps les références de plus en plus fréquentes au programme de collaboration de classes du Conseil national de la Résistance, janvier 2011].

Pour comprendre un courant ou une situation politique, il faut tenir compte de l'explicite et de l'implicite.

Si l'on prend le cas des États-Unis, on ne peut s'expliquer pourquoi la vente et la possession d'armes y sont aussi libres et pourquoi il existe des milices d'extrême droite très actives dans ce pays, si l'on ne connaît pas les conditions dans lesquelles s'est déroulée la Guerre d'indépendance et la mythologie qui en est née... il y a trois siècles.

Dans votre texte, vous soulignez avec raison la prégnance de l'universalisme du XVIII<sup>e</sup> siècle, des révolutions des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles et de la laïcité depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle. Mais curieusement vous semblez considérer que la Résistance, qui s'est déroulée à une période beaucoup plus récente de l'Histoire, et a marqué plusieurs générations, aurait moins marqué la société française.

Pourtant, elle continue à influencer la vision politique des militants français actuels, même si elle n'est pas mentionnée tous les jours dans leurs discours.

D'autant plus que, par sa proximité chronologique, c'est la seule lutte armée sur le territoire «national» qui puisse encore être parlante pour des jeunes dont le grand-père, la grand-mère ou un ami de leurs grands-parents «a fait» la Résistance. D'ailleurs les groupes terroristes d'extrême gauche, type Action directe, ne se sont jamais livrés à la critique du nationalisme de la Résistance (ni du stalinisme, idéologie fondamentalement chauvine sous toutes les latitudes).

Enfin, au niveau du langage quotidien de la propagande d'extrême gauche, la nazification constante de tous les adversaires politiques (du «CRS-SS» de 1968 au «Sharon=Hitler» d'aujourd'hui) et la référence constante au «pétainisme» quand ce n'est pas à la «fascisation» dans les critiques adressées aux politiciens ou aux idéologues de droite montrent bien que l'on n'a toujours pas dépassé l'horizon politique de cette époque, avec toutes les implications nationalistes qu'elle suppose. Face aux «nouveaux Hitler», à la «fascisation rampante» et au «pétainisme», quel est le mouvement le plus solidement porteur de valeurs – dans le cadre bourgeois – sinon la Résistance ?

### **L'étiquette de «révolutionnaire»**

Si un jour se produit une révolution socialiste (et il faut espérer qu'elle se déclenche dans plusieurs pays à la fois, sinon elle sera vouée à l'échec), on trouvera dans la bagarre à nos côtés toutes sortes d'hommes et de femmes qui ont été ou seront dans des groupes ou des partis qui se disent aujourd'hui, ou se diront demain, «révolutionnaires».

Autant au XIX<sup>e</sup> ou au XX<sup>e</sup> siècle le terme de «révolutionnaire» avait encore un sens, autant aujourd'hui ce mot n'en a plus aucun: ni vous ni moi n'avez participé les armes à la main à la moindre révolution ni en France ni dans quelque pays du monde que ce soit. A moins que l'un de vous ait pris les armes aux côtés des castristes ou des sandinistes (révolutions bourgeoises) ou participé à la révolution hongroise des conseils ouvriers de 1956, ni vous ni moi ne méritons cette étiquette. Pas plus d'ailleurs qu'Arlette Laguiller, Alain Krivine ou n'importe quel militant d'un groupe trotskyste ou anarchiste actuel (la plupart des anarchistes qui ont participé à la Révolution espagnole sont morts, et en tout cas ce ne sont pas eux qui dirigent, pardon «animent», actuellement les organisations anarchistes ; de plus les anarchistes espagnols ont pour la plupart soutenu, les armes à la main, un régime... républicain bourgeois contre Franco).

Ce n'est donc pas dans le sens concret et précis de «révolutionnaire» que j'emploie ce mot. Il s'agit d'une référence au seul discours, à la lutte pour une société sans classes et sans État, but final en principe commun à tous les anarchistes et courants d'extrême gauche ou d'ultra gauche. Ce mot désigne aussi plus largement un objectif (la révolution), qui nous est commun et qui devrait nous permettre de débattre sans ménagement et éventuellement de mener des actions ensemble contre la bourgeoisie – pardon, le Capital.

Dans un bon documentaire (*Banlieue rouge* de Daniel Kupferstein) sur la cellule Pablo-Picasso du

PCF, plusieurs militants qui ruent dans les brancards et occupent des postes au conseil municipal d'Ivry se disent «communistes» et «révolutionnaires». J'ignore s'ils sont sincères, mais si j'avais l'occasion de les rencontrer, j'essaierais de discuter de leurs contradictions (dont certains d'entre eux sont d'ailleurs parfaitement conscients, si l'on en croit ce film). Mais on ne peut mettre un trait d'égalité entre le bilan historique du PCF depuis 1920 (son soutien sans faille et récurrent à certaines fractions de la bourgeoisie, ou du Capital, sa participation à la gestion de l'État bourgeois au niveau local comme national, son soutien au «capitalisme d'État» dans les pays dits socialistes, etc.) avec le bilan de LO, de la LCR ou d'Alternative libertaire, même si l'on est en désaccord total avec ces organisations.

Ce n'est pas simplement par souci de ne pas être isolé, de trouver des interlocuteurs, c'est aussi tout simplement que leurs «trahisons» (ou plus exactement leurs responsabilités historiques) ne sont pas à la même échelle... jusqu'ici, en dehors du Brésil où un ministre appartenant à la même «Quatrième Internationale» que la LCR se trouve au gouvernement et gère la «réforme agraire» contre les paysans.

Sur le fond, la divergence entre nous se situe sans doute ailleurs, et c'est d'ailleurs une caractéristique de la mouvance «ultraradicale» dans laquelle vous vous situez: pour vous, les militants des organisations d'extrême gauche ou libertaires sont quantité négligeable, ce qui compte ce sont les prolétaires (ou plutôt, pour *Temps critiques*, les «individus») révoltés en dehors de ces groupes. Pourtant, c'est un faux débat d'opposer les uns aux autres, comme s'il existait un fossé infranchissable entre les deux. Dans les périodes de montée des luttes, les «inorganisés» se regroupent soit dans des organisations politiques, soit dans des comités divers (tels les comités d'action en 1968), et le langage des groupes révolutionnaires se radicalise suffisamment pour attirer une proportion significative d'«inorganisés» demeurés jusque-là farouchement «apartidaires». Ces groupes, ou des fractions de ces groupes, sont susceptibles d'évoluer de façon significative, y compris dans le bon sens. Et c'est notre responsabilité de nous adresser, entre autres, aux éléments les plus critiques de ces groupes, et ce sans la moindre illusion. Il ne s'agit pas d'«une déception par rapport à ce qu'on pourrait attendre de ces groupes», comme vous l'écrivez; ni «de les croire sur parole», ni de se bercer d'illusions sur une hypothétique «grande famille diversifiée des révolutionnaires» mais tout simplement de pédagogie.

#### **Des «révolutionnaires professionnels»**

Vous me reprochez de ne pas critiquer la notion du «révolutionnaire professionnel séparé de la classe ou des autres individus». Je n'approuve pas la conception théorique que vous dénoncez (conception qui a elle-même évolué après *Que faire*, Lénine, ayant comme à son habitude, «tordu le bâton» dans un sens pour le retordre dans l'autre, et ce à plusieurs reprises) et surtout la caricature qui a été mise en pratique par les divers partisans du «léninisme» après la victoire de la révolution russe (avant 1917, la fraction bolchevique du Parti ouvrier social-démocrate de Russie n'avait pas grand-chose à voir avec le monstre bureaucratique qu'elle est devenue une fois parvenue au pouvoir). Sur ce point, nous serons peut-être d'accord.

Par contre, si vous me demandez de mépriser ceux qui partagent ces conceptions, de Lénine à Krivine, pour caricaturer, je ne vous suivrai pas sur ce terrain. J'emploie à dessein le mot de «mépris», car c'est ce que j'ai pu observer chez de nombreux «ultraradicaux» antiléninistes.

Tout d'abord, ils prennent trop au sérieux le portrait que les militants des groupes trotskystes ou léninistes dressent d'eux-mêmes, et la légende qu'ils tissent dans leurs écrits. Même s'ils se présentent comme des «révolutionnaires professionnels», ce sont aussi des êtres humains ayant une «vie privée», qui n'est pas entièrement contrôlée par leur organisation – heureusement pour eux, d'ailleurs, sinon ils ne tiendraient pas si longtemps au sein ou à la périphérie de ces groupes.

Certains n'ont aucune vie sociale en dehors de leur organisation politique, mais ce n'est pas le cas de la majorité d'entre eux, surtout quand il s'agit de prolétaires. Certains, je dirai même beaucoup, ont des œillères et sont dogmatiques... mais ce trait psychologique et politique n'est pas – hélas ! – une particularité «léniniste».

Certains font parfois passer les intérêts de leur organisation avant les intérêts des travailleurs en lutte, mais pour le moment cela se déroule à une échelle très limitée, et surtout les autres courants politiques qui les critiquent n'ont pas absolument pas fait leurs preuves.

Il existe d'ailleurs aussi de nombreux radicaux antiléninistes complètement coupés des réalités de «la classe», voire n'ayant aucun milieu social réel. Ils méprisent tellement le travail syndical, les revendications immédiates et le salariat qu'ils sont incapables de s'intéresser aux problèmes quotidiens de leurs collègues et ne se passionnent que pour les grands débats théoriques sur la différence entre la

«soumission réelle» et la «soumission formelle» au Capital.

Ils sont tellement convaincus de posséder la Vérité qu'ils attendent que «les prolétaires» aliénés en arrivent aux mêmes conclusions qu'eux. Pas étonnant que ces groupes restent toujours microscopiques et que leur influence demeure nulle.

D'autres ultradicaux, plutôt libertaires ou conseillistes ceux-là, considèrent que diffuser un tract est déjà un acte «autoritaire», une violation de la liberté de penser des exploités. Créer une organisation politique, ce serait créer un embryon de bureaucratie. Le maximum qu'ils s'autorisent c'est à servir de porte-voix, de caisse de résonance, d'«agent de liaison» entre différentes entreprises, quand il y a des luttes. Ce sont, comme on le disait méchamment dans les années 60, des «commentateurs de la lutte des classes».

La sincérité, le dévouement, la passion révolutionnaire des uns et des autres ne sont pas en cause. Mais quelle peut être l'efficacité de telles attitudes sur le long terme, en quoi prépare-t-elle l'avènement d'une révolution socialiste mondiale ou du communisme ?

Les quelques lignes ci-dessus dressent, bien sûr, une caricature de ces milieux ultradicaux, mais mon propos était de montrer que l'antiléninisme, en soi, n'offre aucune garantie.

Enfin, tout dépend de ce que l'on vise en critiquant l'idéologie du «révolutionnaire professionnel»: est-ce le fait que ses partisans sont des hommes et des femmes passionnés de politique et prêts à user leur santé et éventuellement à risquer leur peau pour la cause de la révolution ? ou est-ce le fait que parmi eux on trouve des individus au tempérament de bureaucrates voire des micro-bureaucraties ?

S'il existe un désaccord entre nous sur ces questions, ce serait plutôt que je pense qu'il faut que se créent des organisations politiques et donc, à terme, des Partis révolutionnaires. (D'ailleurs cela ne devrait pas être un scoop pour vous cf. «Un parti anticapitaliste» dans le n° 1 de *Ni patrie ni frontières*.) J'ignore comment éviter qu'ils se transforment en avant-gardes qui se substitueront aux exploités, mais je ne vois pas comment on pourrait se passer de partis dans la lutte pour le communisme.

### **Laïques et altermondialistes ?**

Selon vous, j'amalgamerais «l'idéologie républicaine et laïque» avec «le mouvement altermondialiste qui est si peu laïc que Tariq Ramadan est un de ses héros». Là encore, vous inventez des divergences là où il n'y en a pas. Je vous renvoie donc au numéro 10 de *Ni patrie ni frontières* sur la laïcité et la religion ; et, pour ce qui concerne Ramadan, à «40 reasons why Tariq Ramadan is a reactionary bigot» («40 raisons pour lesquelles Tariq Ramadan est un bigot réactionnaire» en anglais sur le site [mondialisme.org](http://mondialisme.org)).

Ce texte décortique plusieurs livres de l'idéologue musulman et a notamment servi à des camarades britanniques pour combattre l'influence des islamistes au sein de la NUS, le syndicat étudiant britannique. Par contre, là où il y a peut-être une divergence d'appréciation, c'est dans la possibilité d'un mélange entre citoyennisme, tiers mondisme, apologie de la démocratie participative et sécularisme à l'anglo-saxonne (ce que l'on appelle en France la «laïcité ouverte»).

C'est justement là l'originalité potentielle de Ramadan et de ses potes français (cf. le livre *L'une voilée l'autre pas* et les nombreux textes que l'on trouve sur le site «Les mots sont importants», des Tevanian, Bouamama et consorts) et l'explication des passerelles entre différents courants du mouvement altermondialiste. Mais évidemment si vous croyez qu'il n'y a qu'un seul courant républicain et un seul courant laïque (le vôtre, le pur et dur, universaliste et potentiellement communisateur), pas étonnant que des malentendus s'installent entre nous.

### **«Internationalisme» ou «universalisme» ?**

Vous affirmez que je réduirais la question de l'internationalisme aux liens existant entre «*de mini-organisations politiques*». Cela relève d'un faux procès, même si, je vous l'accorde, «La triste farce...» est un texte plutôt négatif, qui ne propose pas grand-chose.

Tout d'abord il est évident que, lorsqu'on s'adresse à des militants d'organisations d'extrême gauche ou libertaires, on leur parle des positions de leurs... groupes et de ce qu'ils ont les moyens de faire immédiatement, avec leurs moyens limités. Et «La triste farce...» était au départ un court billet d'humeur provocateur (qui s'est considérablement allongé au fil des jours pour répondre aux critiques) s'adressant à cette frange organisée qui essayait (et essaye encore) de nous faire prendre des défaites pour des victoires, des reculs pour des avancées, et qui surtout alimente des illusions dont l'ampleur est

beaucoup plus vaste que le petit milieu d'extrême gauche ou libertaire.

Dans ce texte, je n'ai effectivement pas pu le préciser, mais je suis parfaitement conscient que l'internationalisme prolétarien n'a jusqu'ici guère eu de succès, comme je l'ai d'ailleurs écrit dans *Metamute* (magazine Internet britannique) en juillet dernier:

«L'internationalisme n'est pas un sentiment spontané. Il doit être nourri par une culture politique commune, des discussions, de nombreuses réunions, etc. Il doit mobiliser l'énergie de gens qui parlent plusieurs langues, de traducteurs et d'interprètes, etc. C'est un processus long et difficile que de communiquer dans plusieurs langues, lorsque les interlocuteurs viennent de cultures politiques différentes, et même s'ils appartiennent au même courant politique. (...) L'internationalisme doit correspondre à une nouvelle vision de l'Europe [et du monde, aurais-je dû ajouter], vision qui devrait rompre avec l'universalisme bourgeois français fondé sur la Déclaration des droits de l'homme, et aussi bien sûr rompre avec l'universalisme bourgeois américain, son ennemi principal à l'échelle mondiale. Tous deux ont de solides racines nationales, même si leurs partisans, dans toutes sortes de pays, pensent qu'ils ont une vision internationaliste, parce qu'ils défendent la conception française ou américaine de la liberté et de la démocratie.

«L'un des objectifs du Traité constitutionnel, fortement influencé par les politiciens français, d'où son nom de "constitution Giscard" (2), était de faire adopter une nouvelle idéologie pour l'impérialisme européen qui tente maintenant d'apparaître sur la scène mondiale et de se donner des structures politiques cohérentes.

«Développer et créer un nouvel internationalisme signifierait que des forces nombreuses et variées acceptent d'agir et de penser en même temps, dans les mêmes termes, dans différentes langues. L'internationalisme n'est pas une collection, un rassemblement de nationalismes de gauche. Il doit être créé avec de nouveaux concepts et moyens intellectuels.

«La Première Internationale est peut-être plus proche de ce dont nous avons besoin aujourd'hui. A l'époque, le processus d'intégration nationale n'avait pas encore atteint le niveau qu'il atteignit durant l'apogée de la Seconde Internationale ; pour les militants de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle l'internationalisme se définissait avant tout par une profonde empathie pour les valeurs des Lumières, ainsi que la lutte contre toutes les dictatures et les Églises. La Deuxième Internationale a rassemblé des partis aux perspectives purement nationales, comme le montre leur position pratiquement unanime en faveur de la guerre en 1914. Et la Troisième Internationale a été subordonnée au centre russe et à ses intérêts purement étatiques. Nous devons inventer une nouvelle façon de pratiquer l'internationalisme.»

Vous préférez appeler cela «l'universalisme», ou plaider pour un va-et-vient dialectique entre internationalisme et universalisme. Pourquoi pas ? Vous soulevez avec raison les ambiguïtés du terme internationalisme – mais ces ambiguïtés étaient déjà présentes il y a un siècle et demi, du moins si l'on se situe dans la perspective marxiste la plus radicale. Le terme ne me pose aucun problème, mais je ne réduis point la question de l'internationalisme à des liens entre de «mini-organisations politiques», comme vous le prétendez. Si vous vous étiez reporté à *Prol-Position*, bulletin informatique d'information sur les luttes ouvrières, auquel fait référence «La triste farce...» et dont les éditoriaux ont été traduits et publiés sur le site mondialisme.org vous auriez pu lire de nombreux comptes rendus sur des luttes dans plusieurs pays d'Europe, articles bien éloignés de toute préoccupation groupusculaire...

#### «Culpabilisation antifranaise» ?

Cette expression sous votre plume est pour le moins curieuse. Je comprends que la «culpabilisation» vous dérange, à cause de sa dimension manipulatrice et moraliste. Sur ce point nous sommes d'accord. Mais en quoi l'expression d'un sentiment «antifranaise» vous irrite-t-elle ? Vous qui paraissez si pointilleux sur l'usage du vocabulaire, vous reprenez ici une expression fort prisée de nos adversaires politiques.

Dans votre réponse vous dénoncez une «culpabilisation antifranaise assez agressive» qui serait le fait des milieux altermondialistes, et vous citez en exemple «l'Appel des indigènes» (sur ce sujet voir «L'essor de l'islam et ses conséquences négatives pour la gauche et l'extrême gauche françaises», dans la compil n° 2 *Islam, islamisme, «islamophobie»* parue en 2008).

Je ne crois guère à une véritable «culpabilisation antifranaise» dans des milieux qui se gargarisent sans cesse de la République, du citoyennisme, y compris les fameux «Indigènes», surtout quand ils expliquent en même temps que la France n'a pas été assez reconnaissante avec ses troupes coloniales... On nage en pleine confusion politique, chez ces gens-là, ou plutôt dans un marais d'opportunistes qui surfent sur des problèmes réels, mais dont il est vain d'attendre la moindre cohérence intellectuelle, et

surtout la moindre radicalité.

De fait, si les «Indigènes» ont un avenir, ce sera beaucoup plus dans une logique de lobbying pour minorités ethniques qui connaîtra sans doute le même parcours politique que le féminisme (3), ou que ses modèles anglo-saxons. Parti à gauche, voire à l'extrême gauche, ce mouvement finira dans des associations type les «Noirs Bac+5» (qui existent déjà) dont la cause est certes respectable (ils protestent contre les discriminations scandaleuses dont ils sont victimes à l'embauche) mais dont l'objectif (ajouter une touche de couleur dans le camp des exploités) ne peut être le nôtre.

A ma connaissance, il existe en Europe un seul courant prétendument «antinational» important, les Anti-Deutsch en Allemagne (il y en a aussi un en Grèce mais plus faible), mais ce mouvement repose sur la dénonciation de la culpabilité collective du peuple allemand dans les crimes du nazisme. Parti de l'extrême gauche maoïste, il en est arrivé aujourd'hui à soutenir les entreprises militaires d'Israël (par crainte d'être accusé d'antisémitisme) et de l'impérialisme américain – pardon, de la puissance américaine.

Quant à lui, le mouvement altermondialiste est très loin d'une démarche «antinationale», donc «antifrançaise», pour des raisons évidentes: de la Révolution de 1789 à Mai 1968, il a de quoi se gargariser de la supériorité politique française, tout comme vous d'ailleurs, mais pour d'autres raisons, heureusement, en ce qui vous concerne.

Vous affirmez que je confonds un événement qui se produit dans un cadre national avec son caractère automatiquement chauvin, démarche qui serait effectivement stupide. Mon propos était uniquement de relativiser la prétendue exemplarité de la France: depuis la Commune de Paris (et encore ne s'agissait-il pas d'une insurrection vraiment ouvrière et avait-elle une dimension nationaliste), il y a plus de 130 ans, le prolétariat français contrairement à d'autres prolétariats européens n'a plus jamais essayé de détruire l'État bourgeois. Vous semblez considérer que dans les autres pays européens les exploités ne sauraient pas explorer les voies du politique mais seulement celles du syndicalisme, de l'«économisme trade-unioniste» (pour parler comme Lénine) ou du communautarisme. En admettant que cela soit le cas (et c'est inexact, au cours des cent dernières années, pour l'Italie, l'Allemagne, la Hongrie, le Portugal, l'Espagne et... la Russie – j'en oublie sans doute), en quoi cela induit-il une «force» politique quelconque ? Et pourquoi cette supériorité politique serait-elle en quelque sorte éternelle de 1789 à nos jours, sur le seul territoire «français» ?

De plus, autant la force politique d'un prolétariat donné pouvait intéresser un Marx qui privilégiait les révolutions armées et les barricades, autant on ne voit guère en quoi une telle caractéristique serait utile à vos yeux puisque pour vous il n'y a plus ni classes, ni États-nations, ni impérialismes, et que la perspective d'une insurrection armée centralisée vous semble encore plus lointaine qu'elle ne l'était dans les années 20.

Quant à la question du lien entre multiculturalisme (maintes fois critiqué dans *Ni patrie ni frontières* et dans les textes traduits par la revue, cf. par exemple «Les différences culturelles justifient-elles le sexisme ?» de Janine Booth dans ce volume) et chauvinisme, je ne crois pas du tout que ces deux idéologies s'excluent l'une l'autre, comme en témoignent les exemples américain et britannique. Il existe un chauvinisme multiculturel, c'est d'ailleurs une des grandes réussites du système américain que de pousser ses nouveaux citoyens à payer le prix du sang sur les champs de bataille à chaque génération.

#### **«Plombiers polonais»**

#### **ou soutien aux luttes de classe dans les PECO ?**

Vous me mettez dans le même panier que les journalistes du *Monde* à propos des «plombiers polonais», mais vous oubliez gaillardement de mentionner les analyses parues dans *Prol-Position* qui montrent à quel point les entreprises de l'Ouest européen (allemandes mais aussi françaises) pillent les pays d'Europe de l'Est. Si vous vous étiez intéressés à la démarche des camarades de *Prol-Position* cités dans «La triste farce...» vous auriez découvert que l'objectif était beaucoup plus large: tisser des liens entre les travailleurs de l'Est et de l'Ouest de l'Europe, ne pas laisser les luttes isolées notamment lorsqu'elles se déroulent dans les mêmes multinationales, démasquer la propagande nationaliste de chaque bourgeoisie nationale, etc.

Cela suppose donc de montrer notamment comment les entreprises françaises qui investissent à l'Est paient des salaires de misère, dégraissent à tour de bras, persécutent les organisations syndicales et font tout pour augmenter la productivité des travailleurs (voir à ce sujet «Pillage des Pays de l'Est... “à la française”» dans le n° 21-22 de *Ni patrie ni frontières*). Cet article écrit en août donne de premiers



éléments empiriques qui auraient parfaitement pu être utilisés au cours des discussions autour du TCE).

### **Chauvinisme ou défense du «niveau minimum de salaire» ?**

«Les ouvriers suédois qui ont réagi à la venue d'ouvriers "sauvages" des pays baltes sont-ils français ? chauvins ? xénophobes ? ou défendent-ils simplement leur niveau minimum de salaire ?» écrivez-vous.

Les termes de vos questions sont pour le moins ambigus. Les antagonismes entre prolétaires ne sont pas seulement liés à l'origine ethnique ou nationale, et sont aussi vieux que le capitalisme. Il suffit de lire pour cela l'autobiographie de Martin Nadaud, maçon de la Creuse, qui montre à quel point les Creusois étaient victimes de discriminations dans le bâtiment au XIX<sup>e</sup> siècle et de toutes sortes de légendes «racistes». Idem pour les conflits potentiels entre jeunes et vieux, hommes et femmes, individus plus rapides ou plus lents, etc., sur le marché du travail. L'argument réaliste (ou maladroit ?) de la défense du «niveau minimum de salaire» peut justifier toutes les dérives. Je ne vois pas bien ce que ce truisme vient faire dans votre raisonnement «radical».

Mais il y a plus grave. La Suède, tout comme le Danemark, est un pays redoutablement chauvin et xénophobe, et ce bien avant la récente indépendance des pays baltes, comme les ouvriers finlandais peu qualifiés qui travaillent en Suède le savent déjà depuis des dizaines d'années, tout comme les autres immigrés «extra européens» arrivés plus récemment. Chasses à l'homme organisées par des groupes de skinheads et de néo-nazis contre les travailleurs immigrés le samedi soir, plaisanteries racistes, brimades policières sont le lot quotidien des ouvriers ou résidents étrangers «basanés» vivant en Suède. De plus la naturalisation dans ces pays est un processus extrêmement difficile, comme en témoignent les difficultés que rencontrent les Scandinaves eux-mêmes lorsqu'un Danois épouse une Suédoise ou vice versa. Votre exemple est donc particulièrement mal choisi.

«Il y a d'ailleurs fort à parier que n'importe quel travailleur immigré en France depuis une date plus ancienne, aurait la même réaction que le travailleur "français"», écrivez-vous. Effectivement. Mais je ne vois pas pourquoi il ne faudrait pas dénoncer le racisme ou la xénophobie des travailleurs immigrés contre d'autres nationalités ou ethnies. Le texte n'aborde pas ce problème parce que les étrangers ne votaient pas lors des dernières élections sur le TCE, et surtout parce qu'il n'existe aucune organisation immigrée influente qui mènerait une propagande contre les immigrés les plus récents et qui serait massivement reprise par les médias ou les grands partis politiques.

On ne peut confondre des préjugés largement répandus dans toutes les couches de la population (française ou étrangère) et une idéologie politique telle que le chauvinisme de gauche, «à la française», défendu de façon plus ou moins masquée par des organisations et des syndicats qui osent encore affirmer défendre les intérêts des travailleurs. Il y a un certain continuum entre les préjugés chauvins, racistes ou xénophobes des individus pris isolément et les partis politiques (ou les syndicats) qui s'en servent pour parvenir au pouvoir ou s'y maintenir. Mais il est évident que, dans les conversations individuelles comme dans la propagande, on ne s'adresse pas de la même façon:

– aux individus qui peuvent avoir des paroles maladroites, parfois en contradiction avec leurs actes dans les luttes ou dans la vie quotidienne (4),

– et aux militants et cadres politiques de gauche ou d'extrême gauche qui font flèche de tout bois dans leur propagande, et ignorent les principes de base qu'ils sont censés défendre.

Ne faites-vous pas la différence, par exemple entre un travailleur néerlandais qui se révolterait contre la concurrence des travailleurs illégaux sur le marché du travail et exprimerait des opinions racistes ou xénophobes dans une conversation au boulot ou au bistrot, et un syndicat néerlandais qui mettrait à la disposition du public un numéro vert pour dénoncer les illégaux – comme c'est le cas aux Pays-Bas ? Dans le premier cas, vous essayeriez de discuter avec ce travailleur, dans le second cas, vous dénonceriez le syndicat comme un agent de la bourgeoisie (pardon, du Capital) sans faire preuve de la moindre «compréhension» !

### **Référendum: et le Oui ?**

«Si le "Non" est impérialiste, pour toi, alors qu'est le "Oui" ? Une autre alternative impérialiste ? Un progressisme qui hâte le jour de la révolution mondiale, parce qu'il participe de la destruction de la forme État-nation ?» demandez-vous.

Je ne me suis pas intéressé au vote «oui» car ce vote, lui aussi composite (il n'y a pas 10 millions de bourgeois qui ont voté oui) était encore pire que le vote non, dans la mesure où il acceptait sans la moindre critique le cadre fixé par les fractions dominantes de la bourgeoisie, pardon du Capital. Les partisans les plus conséquents du oui étaient favorables à la création d'une «Europe puissance», c'est-à-dire d'un impérialisme européen doté d'un Etat européen fédéral et supranational et d'une armée

européenne «efficace». Quant aux partisans du non, ils se divisaient de façon artificielle en partisans traditionnels de l'Etat nation (donc, du pré carré de l'impérialisme français, de Villiers à Le Pen en passant par Chevènement) et en défenseurs d'une «autre Europe» dont le citoyennisme et l'altermondialisme ne se différenciaient des partisans du oui que par des phrases creuses contre l'épouvantail du méchant «néolibéralisme», paravent dont l'unique fonction est d'éviter la discussion sur la nécessaire destruction du capitalisme, du salariat et de l'Etat. Quant à épouser les explications absurdes données par Toni Negri, auxquelles vous faites allusion, il me semble que les positions de ce monsieur ne valaient pas la peine d'être mentionnées, car elles n'ont certainement influencé que lui-même et encore....

En espérant que ces quelques précisions permettront de lever certains malentendus entre nous et vous rendront moins «perplexes», je vous envoie mes plus fraternelles salutations.

Y.C., novembre 2005

## Notes

1. Il est amusant à ce propos que vous citiez votre texte «L'unité guerre paix du capital» comme s'il m'était inconnu... alors qu'il a été reproduit dans *Ni patrie ni frontières* n° 4-5 en juin 2003 !

2. Comme l'ont précisé les «constitutionnalistes» Bastien François (co-auteur de *La Sixième République* avec Arnaud Montebourg) lors d'une interview à RFI et M. Bourgeois (au nom prédestiné !!! – et l'un des rédacteurs de la Constitution portugaise après le 25 avril) au cours des Journées parlementaires du PCF à Saint-Arnand-les-Eaux le 30/09/2005, l'objet d'une Constitution est de créer un consensus autour de valeurs, de réaffirmer l'unité nationale (quand il s'agit d'un pays) ou de créer une unité continentale (dans le cas du défunt TCE) pour lui donner de solides bases juridiques, morales et politiques. Dans les deux cas, une Constitution a pour but de créer du «lien social», comme disent les politiciens. A moins de considérer toutes ces discussions comme d'ordre purement théologique, on doit quand même se demander quelles sont les forces matérielles qui poussent depuis cinquante ans les États européens à créer une structure juridique et politique supranationale.

L'hypothèse d'un impérialisme européen en gestation me semble, pour le moment, la plus pertinente, comme l'illustrent les nombreuses études concrètes menées par le groupe italien Lotta comunista depuis plus de vingt ans sur les grands groupes industriels européens et dont une partie ont été éditées dans le mensuel français *L'Internationaliste*. Pour les questions géostratégiques dont ce groupe est (parfois exagérément) friand on se reportera à *L'Europe et la guerre*, et *L'Ordre instable du multipolarisme* de Guido La Barbera, et *Le Monde multipolaire* d'Arrigo Cervetto, tous publiés aux Editions Science marxiste. Certes, à en lire sa presse publique, ce groupe semble faire une fixation sur la prose, les stratégies et les actions des classes dominantes, mais au moins ces camarades essaient-ils de comprendre les rapports entre les différentes puissances à l'échelle mondiale et l'évolution possible de l'Union européenne. A ma connaissance, un tel travail n'a été mené par aucune autre tendance révolutionnaire de façon aussi systématique. Bien sûr, cela ne signifie pas qu'ils aient raison (d'ailleurs qui a «raison» en cette période de recul et de tâtonnements ?), mais au moins leurs hypothèses les plus stimulantes reposent sur des données concrètes et précises, permettant débats et réfutations

3. Sur la chaîne parlementaire (LCP), une jeune journaliste pleine de fougue et d'ignorance, partie interviewer les féministes historiques françaises et accessoirement allemandes pour réaliser un documentaire à ce sujet, s'émerveillait qu'en Allemagne il existe des hôtels uniquement pour femmes, des sex-shops qui leur soient réservés, etc. A sa liste des conquêtes du «féminisme allemand» elle aurait aussi pu ajouter l'existence des call-boys, gigolos d'un soir et autres go-go dancers masculins.

4. Il ne faut cependant pas idéaliser la solidarité entre Français et immigrés. Toutes les activités déployées par le Réseau éducation sans frontières en solidarité avec les enfants de sans-papiers (cf. *Ni patrie ni frontières* n° 11-12 et surtout le site web d'Education sans frontières) montrent certes qu'il existe un potentiel «internationaliste». Mais sans doute est-ce lié à deux facteurs: d'une part, il s'agit généralement d'enfants mineurs et la compassion est plus grande chez ceux qui les connaissent bien (grâce aux contacts devant l'école, dans les squares, les réunions de parents d'élèves, les fêtes d'anniversaires, les rencontres dans le quartier) que vis-à-vis d'adultes anonymes ; d'autre part, la féminisation prononcée du corps enseignant explique sans doute une plus grande empathie vis-à-vis de ces enfants, car les femmes-professeurs sont souvent mères elles-mêmes. Mais il existe aussi des contre-exemples. Un immeuble hébergeant de vieux travailleurs d'Afrique du Nord dans le nord de Paris a été vidé de ses occupants le mardi 3 octobre 2005 et, comme le soulignaient ces hommes de 60-70 ans,

aucun habitant du quartier ne s'est manifesté, alors qu'ils habitent là depuis des dizaines d'années. Ces prolétaires ont dû passer des heures dans la rue avec leurs affaires, sous la pluie, dans le froid, avant d'être dirigés sur un gymnase où ils dorment sur des tatamis en attendant, en principe, d'être relogés.